

Chaud d'ArcelorMittal Liège : coup d'œil en dessous de 5 cartes

1. Nos revendications s'inscrivent toujours dans la logique du maintien d'une sidérurgie intégrée à Liège, associant le chaud et le froid.
2. Le dossier de la fermeture de la phase liquide de Liège a été préparé à ArcelorMittal Gand (Sidmar). Initialement, il était prévu de fermer le site de Florange (France), ce qui aurait également provoqué une catastrophe sociale. Des comparaisons abusives ont été faites entre Liège et Florange, au détriment de Liège.
3. Il y avait 3 scénarios sur la table à la mi-septembre pour le chaud liégeois : arrêt de la phase liquide, arrêt de la phase liquide et du fer blanc, arrêt de la phase liquide, du fer blanc et de lignes de peinture. ArcelorMittal s'est arrêté au premier scénario. Ce qui ne signifie pas qu'il ait, à terme, renoncé aux autres.
4. ArcelorMittal a sous-estimé le coût environnemental du désengagement de Liège. Il s'est fondé sur les chiffres de 2003 qui prévoyaient un budget de 43 millions d'euros pour l'assainissement du sol. Depuis, il y a eu le « décret sol » beaucoup plus contraignant. Un quotidien a évoqué récemment un coût allant de 308 à 616 millions d'euros. Et lors d'un débat télévisé, le ministre-Président Demotte a avancé le chiffre d'un milliard d'euros, sans être démenti par le patron de la division « Aciers plats » ArcelorMittal Europe, Robberecht Himpe. 25 fois plus que le budget initial...
5. Aujourd'hui, ArcelorMittal met les bouchées doubles pour concevoir un budget d'assainissement suffisant. Cela va plomber significativement les résultats de tout le groupe. La décision d'arrêter Liège a été prise sans tenir compte de cet élément. A-t-on abusé Mittal de l'intérieur du groupe ?
A ce coût environnemental déjà énorme il faudra ajouter le coût social du dossier...